



SUD vous invite à une **Conférence/Débat**

## **Plongée dans une mine de cobalt au Maroc**

**« La ruée sur les métaux provoquée par l'électrification »**

**Jeudi 11 décembre 2025 à 12h au Technocentre**

Avec **Celia Izoard** (journaliste, auteure de « La ruée minière au XXI<sup>e</sup> siècle »)

Et **Benjamin Bergnes** (photographe).



Nous vous invitons à une plongée en images dans la région minière de Bou Azzer au Maroc où est extrait le cobalt par la société Managem, propriété du roi du Maroc, et dont Renault sera le principal client.

Le groupe Renault a en effet signé en 2022 un accord d'approvisionnement avec Managem qui dispose aussi d'une raffinerie. Celle-ci doit fournir à Renault 5 000 tonnes de sulfate de cobalt par an, soit 85% de sa production. A peu près de quoi alimenter les cathodes des batteries d'environ 300 000 voitures électriques.

Mais des enquêtes menées à Bou Azzer ont mis en évidence une pollution de l'environnement et une contamination de l'eau, ainsi qu'une violation des droits des populations et des travailleurs.

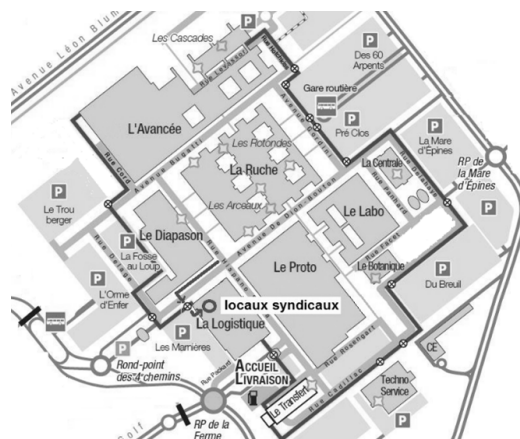
Le récit de la situation au Maroc sera complété par un panorama de la ruée sur les métaux provoquée par l'électrification et de ses enjeux géopolitiques et sociaux.

**Comment concilier emploi, conditions de travail, transition énergétique, environnement, respect des droits humains, santé... ?**



**Venez en débattre !**

**RDV dans les locaux du syndicat SUD**  
(Bâtiment Logistique, Porte 1, 1<sup>er</sup> étage)



Accueil à partir de 11h30.  
Sandwichs et boissons sur place.

# Regroupement des Ingénieries Produit Renault/Ampere

**Rétropédalage.** A la suite du départ de Luca De Meo, la nouvelle direction du Groupe a décidé de regrouper les Ingénieries d'Ampere sas, Ampere Software et de Renault sas scindées en 2023 par De Meo. Ce retour en arrière est la conséquence de l'échec d'Ampere. SUD a toujours dénoncé ce découpage. Ce regroupement va donc dans le bon sens. Mais la direction ne tire aucun bilan de cet échec et de son absence de prise en compte des alertes émises à l'époque par certains élus et syndicats et par de nombreux salariés.

**Sur fond de réduction des postes.** La nouvelle Ingénierie regroupée comptera 5591 salariés au 1<sup>er</sup> janvier 2026, date de mise en œuvre de la nouvelle organisation. Mais combien en restera-t-il après la vague de départs en DA et en RCC ? Ce regroupement augure-t-il d'un nouveau plan de départ ?

**Embauches bloquées.** La direction souhaite « *renforcer notre capital humain* ». Mais les embauches prévues dans l'Accord de transformation des compétences de l'Ingénierie signé le 17 juillet 2025 ont été bloquées... fin juillet ! Il faudra se satisfaire « *des recrutements ciblés dans les métiers techniques et tertiaires afin de répondre aux besoins en compétences critiques du Groupe* », c'est-à-dire des embauches au compte-goutte.

**Bleus/Jaunes : le retour.** La nouvelle organisation acte le retour des Bleus/Jaunes, mais dans un schéma inverse : les Bleus piloteront les Projets et les Jaunes les Métiers, enfin sur le temps qui leur reste puisque les Jaunes seront aussi les principales ressources du développement des projets.

**Le manque de ressources limite les possibilités de développement des projets en interne.  
Nous demandons un nombre d'embauches au moins équivalent à celui des départs.**

**Highway to hell ?** ACDC (Advanced China Development Centre), le centre d'Ingénierie de Renault en Chine est maintenu. Le développement des dérivés de la Twingo reste en Chine en partenariat avec la société chinoise Launch Design. La direction affirme qu'« *ACDC n'a rien d'autre dans son plan produit* ». Vraiment ?

**Désindustrialisation.** Renault fait de plus en plus appel à des fournisseurs chinois ou extra-européens pour réduire ses coûts au détriment de ceux implantés en France ou en Europe qui ferment les uns après les autres.

**L'environnement sacrifié.** La direction a abandonné l'objectif d'une gamme « 100% électrique en 2030 » fixé par De Meo en 2022 et fait pression pour revoir le calendrier de la réglementation européenne.

Certes, l'électrification du parc automobile ne répond pas en soi au défi environnemental. Celle-ci aurait pour conséquence une explosion des besoins en énergie électrique et une ruée minière. La solution à la réduction des gaz à effet de serre et des polluants ne peut pas être uniquement technologique, si elle ne s'accompagne pas par une sobriété visant à réduire la consommation d'énergie et de matières premières.

L'environnement a cette fois-ci disparu des priorités de la direction au nom de la concurrence économique, alors que les effets du dérèglement climatique et de la pollution se font de plus en plus sentir.

## Un changement de cap nécessaire

**Une étape.** La réintégration des Ingénieries d'Ampere sas et d'Ampere Software dans Renault se fera par étape. Les salariés Ampere restent pour l'instant sous contrat Ampere. Des salariés Renault et Ampere vont donc travailler dans les mêmes équipes et sous une même ligne hiérarchique. Pas simple...

**Ampere 2 : suite et fin ?** Pour la suite, la direction prévoit un projet intitulé « Ampere 2.0 » au 1<sup>er</sup> trimestre 2026. S'agira-t-il de statuer sur l'avenir juridique d'Ampere sas et d'Ampere ST ? Que deviennent les salariés transférés de force en 2023 et en 2025 dans ces filiales ? Pourquoi ne pas avoir tout fait en même temps ?

Ampere 2.0 va-t-il entraîner une nouvelle réorganisation, après celles de janvier 2023, de février 2025 puis de janvier 2026 pour ne citer que les dernières à l'Ingénierie ? Comment travailler sereinement dans ce chamboulement permanent ? Comment se projeter dans l'avenir ? Il y a besoin de stabilité et de visibilité.

**Un léger mieux.** SUD est favorable au regroupement des Ingénieries Renault et Ampere, et salue un effort dans une méthode d'élaboration de cette réorganisation plus participative qui ne doit pas être juste un gadget.

**Un retour arrière, mais pas de rupture.** Ce projet s'inscrit dans la poursuite des délocalisations et des externalisations qui réduisent toujours davantage le nombre d'emplois et concourent à la désindustrialisation. SUD continuera à batailler sur ces sujets prioritaires. Les élus SUD se sont abstenus sur ce projet lors de la consultation du CSE du 4 décembre 2025 (Pour : CFDT, CFE-CGC. Contre : CGT. Abstention : SUD, SM-TE).